

Trop souvent, la culture est, à tort, perçue comme une dépense superflue et somptuaire, sans retour économique. Bien que la *Convention UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* souligne, avec raison, que les activités, les biens et les services culturels ont, à la fois, une nature économique et culturelle, ce dernier facteur reste souvent encore négligé.

Les industries culturelles et de création, comme les arts visuels et les arts de la scène, le patrimoine, le cinéma et la vidéo, la télévision et la radio, la musique, les livres et la presse, le design, l'architecture et la publicité entre autres, contribuent pourtant de manière très significative à la croissance économique et à l'emploi. Or, ces mérites sont traditionnellement et injustement sous-estimés.

Les industries culturelles et de création ont pourtant été les acteurs d'une remarquable expansion et d'une croissance en matière d'emplois alors que la situation économique globale était peu favorable. Il faut donc qu'elles soient soutenues davantage encore par les pouvoirs publics.

En raison du rôle important qu'elles jouent dans le développement technologique et de l'innovation en général, elles sont des acteurs cruciaux en matière de développement durable. En tant que sources dynamiques de créativité et d'innovation, elles sont également des partenaires clés pour beaucoup d'autres secteurs.

Les biens et les services culturels entretiennent généralement des liens étroits avec un environnement culturel et linguistique spécifique. En cela, ils exercent bien souvent une fonction essentielle dans le développement local et régional, que ce soit au niveau économique ou au niveau social.

Dans certaines villes et régions, la consommation culturelle est ainsi l'un des vecteurs économiques les plus dynamisant. Pour nombre de villes ou régions touristiques et culturelles, le tourisme représente une part très importante sinon majoritaire du PIB local et, notamment, de la création d'emplois

Il convient de rappeler aussi que, et même probablement plus que dans d'autres secteurs, les petites et moyennes entreprises (PME) constituent une force motrice majeure dans le développement des industries culturelles et de création.

Pour que les décideurs politiques culturels puissent convaincre leurs partenaires des autres domaines politiques que la culture n'est pas une dépense uniquement coûteuse et à perte, il faudra disposer de faits et de chiffres objectifs venant étayer l'existence ou la possibilité de retours générés par les investissements dans les secteurs de la culture et de la création. Il existe donc un besoin clair de disposer de plus de données quantitatives et qualitatives sur le chiffre d'affaires et l'emploi générés dans et par ces secteurs.

La Belgique inscrit cette analyse dans le cadre des contributions qui viennent d'être produites tant au sein de l'Union européenne (cf. doc.9021/07 adopté par le Conseil européen le 24.5.07 et Étude sur l'économie et la culture en Europe, KEA pour la COM, présentée le 13.11.06) que de l'OCDE (cf. aussi : séminaire « Culture and Creativity for Jobs and Growth » du 27 février 2007 à Bruxelles, qui souligne l'importance des statistiques en la matière)

Simultanément, il conviendrait d'adapter la politique menée en fonction de la taille des entreprises culturelles – au départ de l'individu même - et de leurs spécificités, notamment en ce qui concerne les PME dont question supra. Cette spécificité et cette flexibilité sont essentielles.

Par ailleurs, l'échange de meilleures pratiques entre différentes régions et différents pays peut apporter des idées utiles pour la mise en œuvre des mesures politiques susmentionnées.

Comme déjà signalé, l'innovation et la créativité jouent un rôle majeur dans la réussite des secteurs de la culture et de la création. Les investissements dans les nouvelles technologies et le soutien à certaines activités spécifiques de recherche et de développement doivent assurer le dynamisme au sein des secteurs.

Une éducation et une formation adéquates constituent également des conditions essentielles pour œuvrer au développement durable des secteurs concernés. Afin de renforcer le lien entre culture, formation et éducation, il convient d'intégrer les aspects de gestion entrepreneuriale aux études culturelles à réaliser; il convient aussi de prévoir des formations à la gestion des entreprises culturelles, aussi petites soit-elles.

Finalement, et ce n'est pas la moindre des choses, il faut rappeler que, quelle que soit l'importance de sa dimension économique, la culture assume des fonctions bien plus larges dans nos sociétés, et que celles-ci ne doivent au grand jamais être ignorées. Il en va ainsi de la cohésion et de la paix sociale, du bien-être général et de l'éducation.

La culture fait partie de notre société de manière transversale et globale.

Même si le profit économique au sens strict et communément entendu, créé par la culture, demeure relativement réduit en comparaison de la richesse fondamentale qu'elle génère à la fois au niveau social et individuel, il nous semble utile et nécessaire de pouvoir le quantifier à l'avenir.